

CONVENTION D'ACCORD-CADRE

Prestations d'analyses de biologie médicale pour les établissements de l'UGECAM Rhône-Alpes

LOT 03 – ETABLISSEMENTS D'ISERE



Pouvoir Adjudicateur
Groupe UGECAM Rhône-Alpes
41 chemin Ferrand
69370 Saint Didier au Mont d'Or
Représenté par son Directeur Général

Le présent contrat est un accord-cadre, tel que défini par les articles R.2162-1 et suivants du code de la commande publique

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique

Mr le Directeur Général de l'UGECAM Rhône-Alpes

Organisme chargé des paiements

Directeur Comptable et Financier de l'UGECAM Rhône-Alpes

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE).....	5
ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES).....	6
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES.....	8
2.1. Objet de l'accord-cadre	8
2.2. Forme de l'accord-cadre.....	8
2.3. Représentation des parties	9
2.4. Forme des notifications et Informations au titulaire	9
2.5. Confidentialité	9
ARTICLE 3 – LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 4 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRIX.....	12
4.1. Montant de l'accord-cadre	12
4.2. Forme et contenu des prix.....	12
ARTICLE 5 – FORME ET VARIATION DU PRIX.....	14
5.1. Forme du prix de l'accord-cadre	14
5.2. Variation du prix de l'accord-cadre	14
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - PENALITES 15	
7.1. Durée de l'accord-cadre	15
7.2. Délais d'exécution	15
7.3. Reconduction	15
7.4. Généralités sur les pénalités.....	15
7.5. Application des pénalités	16
7.6. Force majeure	17
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	17
8.1. Conditions d'exécution des prestations	17
8.2. Désignation d'un référent.....	17
8.3. Identification du personnel	17
8.4. Mise à disposition partiel d'un local au titulaire du marché	18
8.5. Respect des consignes.....	18
8.6. Obligation de résultat.....	18
8.7. Clause limitative suite à défaut d'exécution	18
8.8. Obligations du titulaire	18
8.9. Documents fournis après exécution	19

8.10. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène	19
8.11. Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	19
8.12. Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.....	20
ARTICLE 9 – Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave	20
ARTICLE 10 – DELAI DE PAIEMENT - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	21
10.1. Délai de paiement.....	21
10.2. Retenue de garantie	21
10.3. Avance.....	21
ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	22
11.1. Règlement du prix	22
11.6. Intérêts moratoires	25
ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS	25
12.1. Vérifications – Admission – Transfert de propriété	25
12.2. Constat d'exécution du service.....	26
12.3. Garantie.....	26
ARTICLE 13 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	26
ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE	27
ARTICLE 15 – ASSURANCES	27
ARTICLE 16 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	27
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	27
ARTICLE 18 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	28
ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN	28
19.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	28
19.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	29
19.3. Evolution de la réglementation	29
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	30
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG	30
ARTICLE 22 – APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE	31

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans l'accord-cadre sous le nom "le titulaire".

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par l'acheteur conformément à l'article 2.4 ci-dessous :

Forme de la société..... Capital.....

Immatriculée à l'INSEE :

→ Numéro SIRET :.....

→ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres (finales, le cas échéant).

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que l'acheteur n'exige aucune forme particulière au groupement attributaire mais, en cas de groupement conjoint, se réserve le droit de contraindre le mandataire d'être solidaire des autres membres du groupement, dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes morales ci-après, désignées dans l'accord-cadre sous le nom « TITULAIRE »

1^{er} cocontractant : le 1^{er} cocontractant est le mandataire du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le **mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage.

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

➔ Numéro SIRET :

➔ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par l'acheteur conformément à l'article 2.4 ci-dessous :

2^e cocontractant :

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

➔ Numéro SIRET :

➔ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

3^e cocontractant :

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

→ Numéro SIRET :

→ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

Nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

Compagnie : 1^{er} cocontractant 2^{ème} cocontractant 3^{ème} cocontractant

N° police :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres (finales, le cas échéant).

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet, pour les établissements d'Isère de l'UGECAM Rhône-Alpes et plus particulièrement LES SOURCES, les prestations de service assurant les prélèvements sanguins, le transport des prélèvements et les analyses biologiques et bactériologiques ainsi que toutes les fournitures et matériels utiles à cette fonction.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

L'accord-cadre est conclu sous la forme d'un marché à prix unitaire.

Le présent accord cadre est mono attributaire à bons de commande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché des matériels ou prestations de même nature, similaires ou associés et faisant l'objet d'une remise consentie sur le tarif de l'année du titulaire.

2.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est mono attributaire à bons de commande.

Il fixe les stipulations contractuelles applicables aux commandes qui seront passées ultérieurement.

Il est conclu sans montant minimum, et avec un montant maximum.

Chaque commande sera notifiée par l'acheteur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence du présent accord-cadre
- le contenu et les quantités des prestations à réaliser,
- le montant HT du bon de commande,
- le montant TTC du bon de commande
- s'il y a lieu :
 - ⇒ les conditions particulières d'exécution ou de réception
 - ⇒ les délais d'exécution
 - ⇒ les documents à fournir à la réception

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article 2.4 ci-dessous.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à la fin du délai spécifié sur ces bons.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande, sans toutefois que leur délai d'exécution ne puisse excéder quatre mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le titulaire sera tenu d'exécuter après la date d'expiration de l'accord-cadre à bons de commande et aux conditions de ce dernier, toutes les prestations dont l'exécution aura été prescrite avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

2.3. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent accord-cadre sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution de l'accord-cadre.

2.4. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☒ Profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr
- ☒ Remise contre récépissé daté
- ☒ Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : Courriel avec accusé de réception

L'article 1er du présent accord-cadre précise l'adresse du titulaire pour les notifications dématérialisées.

- ☒ Lettre recommandée avec accusé de réception postal

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.5. Confidentialité

L'article 5 du CCAG FCS est complété par les dispositions suivantes, ainsi que par les annexes 2, 3 et 4 au présent AC relative à la protection des données.

2.5.1. Respect des informations confidentielles (RGPD)

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- ☒ Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ☒ Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ☒ Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ☒ Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,

- ✕ Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ✕ Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ✕ Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- ➔ La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- ➔ Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- ➔ Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et de l'Engagement de confidentialité (Annexe 2 de l'AC) et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

L'UGECAM RHÔNE-ALPES se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'UGECAM RHÔNE-ALPES pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

2.5.2. Propriété

Les supports informatiques fournis par l'UGECAM RHÔNE-ALPES au titre du présent marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'UGECAM RHÔNE-ALPES.

ARTICLE 3 – LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après (en cas de passation de marchés subséquents, leurs conditions prévaleront sur l'accord-cadre) :

1. Le présent Accord-Cadre (AC_LOT 03) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - ➔ Le Bordereau des Prix Unitaires & Le Catalogue des Examens (AC_ANX 1_BPU_LOT 03) ;
 - ➔ L'Engagement de confidentialité (AC_ANX2_CONF_LOT 03) ;
 - ➔ Les Clauses de traitement des données (AC_ANX3_RGPD_LOT 03) ;
 - ➔ La Clause d'instruction de traitement des données (AC_ANX4_CPI_LOT 03) ;

2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP_LOT 03)

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'accord-cadre, l'accord-cadre et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)
4. L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
5. Les PV de réunions
6. Les réglementations et normes homologuées en vigueur
7. Les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour qui a précédé la date limite de réception de l'offre, notamment l'ensemble des réglementations (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc.) nationales ou locales applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités ou amendes, ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'UGECAM Rhône-Alpes font foi.

Durant la consultation et toute la durée d'exécution du contrat, toute clause, condition générale ou spécifique ou documentation quelconque, figurant dans les documents envoyés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

L'ensemble des documents remis durant l'exécution du présent contrat sont tous rédigés en langue française.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent contrat.

ARTICLE 4 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRIX

4.1. Montant de l'accord-cadre

4.1.1. Montant de l'accord-cadre

Accord-cadre avec un maximum annuel fixé en valeur

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases suivantes : Application des prix unitaires tels que fixés dans le(s) bordereau(x) de prix ci-annexé(s) aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

Le(s) bordereau(x) de prix identifie(nt) les prix établis sur la base du CCTP.

Le montant annuel maximum en valeur est de :

Montant HT : 15 000,00 € HT

Montant TVA au taux de 20 % : 3 000,00 €

Montant TTC : 18 000,00 € TTC

Montant TTC (en lettres) : Dix huit mille euro

En cas de groupement conjoint d'entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée à l'article 4.1.2 ci-dessous.

4.1.2. Décomposition des prix par cotraitant

En cas de groupement conjoint, les prestations et leur prix seront répartis entre les cotraitants lors de la réception de chaque bon de commande.

En cas de groupement solidaire, les prestations et leur prix seront répartis entre les cotraitants lors de la réception de chaque bon de commande ; cette répartition permettra le règlement séparé de chacun des cotraitants.

Versement de la rémunération du mandataire du groupement : La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

4.2. Forme et contenu des prix

4.2.1. Généralités

Le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, toutes les prestations de sa profession nécessaires et indispensables à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent accord-cadre jusqu'à l'achèvement complet.

En conséquence, le titulaire ne peut jamais arguer que l'imprécision des éléments d'information qui lui sont fournis, des erreurs ou des omissions au CCTP puissent le dispenser d'exécuter, dans le cadre et dans les conditions de son marché, tout ou partie des prestations nécessaires à la parfaite utilisation des installations.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des prestations à effectuer et de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont l'emplacement, la nature ou la quantité serait implicitement prévus dans une réalisation normale des prestations.

Les documents remis au titulaire doivent être considérés comme une proposition qu'il doit examiner avant la remise de son offre. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du contrat ne remettent en aucun cas en cause le prix arrêté. Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

Il est tenu responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution et de toutes les conséquences qui en résulteraient.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

4.2.2. Contenu

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, notamment, les dépenses de main d'œuvre, la fourniture du matériel à prélèvements à vide, l'organisation de son acheminement des centres de soins ou laboratoire, et les frais de transport qui en découlent, la formation et l'accompagnement des personnels des centres de soins, les offres de service et de prestations intellectuelles, la mise à disposition de centrifugeuse, tous les frais généraux, bénéfices, charges sociales et fiscales, et taxes divers, ainsi que les risques d'accident personne ou aux tiers pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Le titulaire du marché devra considérer cette liste comme non exhaustive ; aucun frais supplémentaire ne pourra être accepté, pour l'exécution de des prestations.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités :

- Pour les analyses relevant d'une nomenclature, le prix dépend de la cotation en B définie par la réglementation en vigueur. Le prestataire devra appliquer la valeur du B en vigueur au moment de la réalisation de la prestation
- Pour les analyses hors nomenclature, les prix sont librement fixés par le candidat dans le BPU selon une valeur en euros et après application du rabais proposé par le candidat dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- En ce qui concerne les analyses autres que celles figurant sur le BPU, elles pourront être commandées sur la base du catalogue dématérialisé remis lors du dépôt de l'offre et uniquement dans la limite des prestations objet du lot concerné, en fonction des besoins ponctuels et après application du rabais proposé par le candidat dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Ils auront les mêmes caractéristiques que les prix des analyses figurant dans le BPU auxquels elles sont rattachables.

NB : Le taux de remise correspond au taux minimum global sur vos prix publics sur lequel vous vous engagez pour toute la durée de l'accord-cadre. Cela ne fait pas obstacle à des remises promotionnelles supérieures en cours d'exécution en fonction des produits commandés.

Si une analyse hors nomenclature figurant sur le BPU ou au catalogue devient une analyse relevant de la nomenclature suite à sa codification dans la nomenclature NABM de l'assurance maladie, la tarification de la nomenclature devra être appliquée dès sa publication.

ARTICLE 5 – FORME ET VARIATION DU PRIX

5.1. Forme du prix de l'accord-cadre

Les prestations seront rémunérées par application de la nomenclature des actes de biologie médicale et d'un bordereau des prix unitaires défini en annexe 1 de l'accord-cadre.

5.2. Variation du prix de l'accord-cadre

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Août 2025 (mois mo).

Les prix de l'accord cadre sont actualisables selon la nomenclature des actes de biologie médicale.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Au stade de l'attribution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'accepter et d'agréer les conditions de paiement des sous-traitants. Des sous-traitants ont cependant pu être présentés par le titulaire pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Pour la mise en œuvre de la sous-traitance, le titulaire devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur. Pour cela, il lui remettra, complété et signé par lui-même et le sous-traitant concerné, l'acte spécial de sous-traitance dont le modèle est joint en annexe, en y joignant les pièces suivantes :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4, 1° et 3° du code de la commande publique.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;

Conformément à l'article 41.1.a du CCAG FCS 2021, l'acheteur public pourra résilier le marché pour faute du titulaire notamment si ce-dernier contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail. Ainsi, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - PENALITES

7.1. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le maître d'ouvrage ne pourra émettre des bons de commande que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. En cas de reconduction, cette disposition s'appliquera à chaque période de reconduction.

Le marché comprend une période de préparation (de la date de notification au démarrage effectif des prestations), permettant au titulaire d'assurer la bonne mise en place de ses prestations. L'effectivité des prestations d'analyses médicales devra être opérationnelle au 1er Octobre 2025, impérativement.

7.2. Délais d'exécution

7.2.1. Délais d'exécution du marché

Telle que précisé par l'article 7.1 du présent Accord-Cadre, celui-ci prendra effet dès notification. Une période de préparation (non facturée) à compter de la notification est intégrée aux délais d'exécution. La prise en charge effective des prestations devra être réalisée au terme du mois de préparation.

7.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est fixé par ledit bon de commande.

Délais d'exécution du bon de commande (= de la demande d'examen) : part de sa date de notification, sauf mention spéciale, laquelle dérogera à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

Les commandes (=demandes d'examen) sont faites au fur et à mesure des besoins par émissions d'une demande d'examen.

La personne habilitée à signer les bons de commande est : La Direction de l'établissement ou son délégataire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

L'exécution des bons de commande ne pourra excéder quatre (4) mois après la date de fin du marché.

7.3. Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois 12 mois.

A défaut de décision expresse de non reconduction au plus tard 3 mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite. Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne pourra pas refuser ces reconductions.

7.4. Généralités sur les pénalités

Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessous s'appliquent par défaut constaté, à la demande du pouvoir adjudicateur.

Ces pénalités sont appliquées sur les prix hors taxes.

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Les pénalités sont cumulables et révisables dans les conditions prévues à l'article Variation des prix.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

7.5. Application des pénalités

Les pénalités prévues dans le présent accord-cadre sont imputables sur la facture suivant l'anomalie constatée. Elles sont cumulatives.

Ces dispositions s'appliquent dans les mêmes termes à chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent Accord-Cadre chaque fois que l'UGECAM RHÔNE-ALPES constatera :

- ✕ Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- ✕ Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit **sans** mise en demeure préalable. Un rappel écrit (courriel, fiche incident...) pourra émaner de l'UGECAM RHÔNE-ALPES, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'UGECAM RHÔNE-ALPES appliquera les pénalités définies ci-après.

- ➡ Dépassement des délais de transmission des résultats : prix initial pour les examens concernés x nombre d'heures de retard par rapport à la date et l'heure prévue de transmission des résultats
- ➡ Dépassement des délais de la fourniture des équipements pré-analytiques : prix initial pour les examens concernés x nombre d'heures de retard par rapport à la date et l'heure prévue de fourniture des équipements
- ➡ Retard de collecte : prix initial pour les examens

Pour tout autre retard constaté à la bonne exécution, il sera fait application de la pénalité suivante, calculée par application de la formule $P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou mal exécutée, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard ou constat de mauvaise exécution

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).

Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.

Conformément à la règle jurisprudentielle de la proportionnalité des pénalités au dommage, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modérer exceptionnellement les pénalités applicables.

Si l'UGECAM RHÔNE-ALPES demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

En cas de perte de clé(s) remise par l'UGECAM RHÔNE-ALPES au titulaire pour l'exécution de ses prestations sur un des sites, le titulaire verse à l'UGECAM RHÔNE-ALPES la somme de 20€ par clef perdue et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées, selon l'organigramme de clés existant sur le site.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

7.6. Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du contrat, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du contrat en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du contrat (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Conditions d'exécution des prestations

Une attention toute particulière devra être portée par le titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le C.C.T.P et les bons de commande.

8.2. Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de l'UGECAM RHÔNE-ALPES pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée au pouvoir adjudicateur et tout changement sera également immédiatement communiqué au pouvoir adjudicateur.

8.3. Identification du personnel

Le titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire, et de transmettre le CV du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

8.4. Mise à disposition partiel d'un local au titulaire du marché

Un local pourra partiellement être mis à disposition du titulaire.
Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

8.5. Respect des consignes

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses cotraitants et/ou de ses sous-traitants.

Le titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

8.6. Obligation de résultat

Le présent Marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- **Respect des délais d'interventions**

8.7. Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'UGECAM RHÔNE-ALPES peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite du pouvoir adjudicateur).

Dans le cadre de l'exécution au frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'UGECAM RHÔNE-ALPES, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 45.4 du C.C.A.G.).

8.8. Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

8.9. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur les différents livrables dans les conditions définies par le CCTP.

8.10. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Le Titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

8.11. Dispositions en matière de protection de l'environnement

8.11.1. Dispositions générales

Le titulaire ou chaque cotraitant veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, sous un délai de 8 jours suite à la demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

8.11.2. Mesures relatives à la gestion des déchets

Le titulaire du présent contrat aura en charge les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par ses prestations vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il devra s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus des prestations.

8.12. Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du contrat ou de prescriptions d'ordre de service.

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même site, du fait de la réalisation des prestations et prestations objet du contrat.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu au strict respect des mesures gouvernementales (COVID ou autre) actuelles et futures ainsi que des gestes barrières.

Compte tenu de l'environnement sanitaire dans lequel le personnel du titulaire est tenu à évoluer, un respect parfait des mesures barrières (masque, désinfection des mains, distanciation sociale ...) et autres mesures sanitaires obligatoires, est exigé en cas de situation sanitaire grave. Le non-respect de la présente disposition entraînera l'application des pénalités prévues.

A la survenance d'un risque sanitaire grave, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans qu'il ne soit possible au titulaire de demander des indemnités ou un quelconque dédommagement, de refuser l'entrée ou de congédier un personnel du titulaire de manière définitive en l'absence de masque ou de respect des mesures de prévention (COVID-19 ou autre) et des gestes barrières.

Au surplus si le prestataire intervient dans un contexte sanitaire grave (COVID-19 ou autre) et qu'il se déplace avec du matériel, alors le titulaire est tenu de désinfecter lesdits matériels après installation afin de prévenir tout risque de contamination.

Le contexte du COVID-19 ou de toute autre pandémie peut également amener à rendre l'exécution des dispositions contractuelles difficiles :

- ✓ Le titulaire s'engage à mettre tout moyen en œuvre afin d'assurer la continuité du service et l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où c'est également le souhait de l'établissement ou du service de l'UGECAM.
- ✓ Le titulaire informe sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il a connaissance d'une difficulté résultant des mesures gouvernementales relatives à la pandémie (au COVID-19 ou autre) pouvant amener à rendre l'exécution contractuelle difficile.
- ✓ A la suite de cette information, une réunion d'urgence entre le pouvoir adjudicateur et un représentant du titulaire habilité à l'engager est organisée afin d'exposer les contraintes de chacun et de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. Cette solution est actée par la voie d'un avenant au contrat.
- ✓ Les réunions d'urgence pourront se tenir à distance (visioconférence ou par téléphone) si le contexte ne permet pas une rencontre physique.

Deux situations sont donc à envisager :

- Les deux parties sont en mesure de maintenir la prestation dans des conditions normales ou aménagées. Dans ce cas, si les deux parties en sont d'accord, la prestation peut être maintenue.
- Une seule des parties est en mesure de réaliser la prestation. Dans ce cas, l'autre partie doit être avertie au plus tôt de cette incapacité d'exécution du marché et les parties conviennent d'une suspension, d'un report ou d'une annulation des prestations. Les mesures indemnitaires du Prestataire se feront dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 – DELAI DE PAIEMENT - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

10.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le représentant du maître d'ouvrage, est chargé des vérifications et contrôles concernant les paiements.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 11.6.

10.2. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est prévue à l'accord-cadre.

10.3. Avance

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

11.1. Règlement du prix

11.1.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

11.1.2. Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

En cas de bon de commande confiant la réalisation de prestations d'une durée inférieure à un mois, le règlement du prix du bon de commande s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission.

En cas de bon de commande confiant la réalisation de prestations s'exécutant sur plusieurs mois, le règlement du prix du bon de commande s'effectue par acomptes mensuels sur la base d'avancement de la réalisation des prestations par le titulaire au cours du mois précédent dans les conditions définies au CCAG.

11.2. Demandes de paiement

Les demandes de paiement **doivent être suffisamment claires et précises pour être rapprochées aisément des bons de commande et du bordereau des prix.**

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Devront être joints à la facture :

Prestations récurrentes : un relevé mensuel des prestations

Prestations occasionnelles: une fiche de fin de prestation.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

11.3. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

11.4. Mode de règlement

☐ Cas d'un titulaire unique

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par :

- ☐ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB). »
- ☐ virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ Cas d'un groupement conjoint

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon la répartition définie ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise	
Raison sociale	
Adresse	
Nom de l'entreprise	
Raison sociale	
Adresse	

☐ Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon la répartition transmise par le mandataire, par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

11.5. Présentation des factures au format dématérialisé

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent accord-cadre devront être transmises par voie électronique en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique..

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- ☑ l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- ☑ le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- ☑ le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services de l'acheteur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes, indiquées dans les bons de commande :

- ✓ Le numéro de SIRET, qui identifiera l'acheteur en tant que destinataire de la facture :
- ✓ Le code service :

La transmission se fait, au choix du titulaire, par:

- ➔ un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS;
- ➔ un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

11.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des acomptes des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

12.1. Vérifications – Admission – Transfert de propriété

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, à la réception des fournitures et/ou prestations, les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par les responsables des services destinataires.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Le pouvoir adjudicateur dispose cependant d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception pour élever d'éventuelles réclamations concernant la qualité ou la quantité des fournitures. L'absence de réclamation dans ce délai de quinze (15) jours vaut décision d'admission définitive. Le transfert de propriété est réalisé par cette admission définitive qui est également le point de départ du délai de garantie.

Toute marchandise livrée déclarée non conforme doit être enlevée dans les plus brefs délais aux frais du fournisseur.

Conformément aux dispositions de l'article 22.2.1 du CCAG, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Il est précisé que le fournisseur doit absolument respecter les marques qu'il a proposées dans son offre. Pour toute autre marque proposée, le titulaire devra justifier que les nouvelles marques proposées sont d'une qualité et de propriétés techniques équivalentes (échantillons, fiches techniques, fiches de sécurité).

12.2. Constat d'exécution du service

Une fiche d'incident portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

12.3. Garantie

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an. Au titre de cette garantie, l'article 33 du C.C.A.G. / Fournitures courantes et Services s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de sept (7) jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

ARTICLE 13 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation sont prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra décider de faire procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues par le marché et non réalisées, cela aux frais et risques du titulaire résilié.

Le contrat sera également résilié aux frais et risques du titulaire dans le cas où ce dernier n'apporterait pas, au plus tard deux mois après avoir été mise en demeure de la faire, la preuve qu'il a mis fin à sa situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail.

En complément des motifs mentionnés par l'article 40.2 du CCAG : **en cas d'inexécution par le titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché**, ce dernier pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur quinze jours après mise en demeure restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général : « Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 0 % ».

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assorti d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celles-ci pour présenter ses observations.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le prestataire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

ARTICLE 16 – CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Il ne peut être délivré, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, pour l'accord-cadre lui-même ou pour chacun des bons de commande à venir.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatif au présent accord-cadre doit être rédigé en langue française.

ARTICLE 18 – PIÈCES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution de l'accord-cadre, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 17.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RC.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

19.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ✳️ cessation d'activité,
- ✳️ cession de contrat,
- ✳️ décès,
- ✳️ difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- ✳️ défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- ✓ dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- ✓ dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- ⇒ dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- ⇒ dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- ⇒ dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- ⇒ dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans la convention d'accord-cadre initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

19.3. Evolution de la réglementation

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du contrat, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au contrat.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du contrat se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée,

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable **et de recourir préalablement à tout contentieux formalisé aux services du Médiateur des Entreprises** (renseignements sur : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>).

Pour rappel : la Médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide – moins de trois mois – et confidentiel – le secret des affaires est préservé, la notoriété des entreprises également. Le gain de la médiation est double. Elle permet avant tout de dénouer les blocages qui minent les relations d'affaires et par conséquent de délester les tribunaux des différends pouvant être résolus à l'amiable.

Tout différend lié à l'exécution d'un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d'une commande publique, peut faire l'objet d'une saisine.

La procédure s'effectue suite à saisine (possible via site internet). Un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d'action. Le médiateur réunit les deux parties et participe au rapprochement des intérêts divergents. Des solutions communes sont élaborées par les médiés. Une médiation peut durer de quelques heures à 2 ou 3 mois maximum, en fonction des difficultés et du temps dont dispose chaque « médié ».

Lorsqu'elle réussit, comme dans 75 % des cas, elle débouche sur un accord qui peut être perçu comme « gagnant-gagnant » par les parties. Celles-ci ont en effet « co-construit » la solution, et elles en maîtrisent les contours.

A défaut d'accord des parties après saisine du Médiateur susmentionné, ledit litige sera porté exclusivement devant le tribunal compétent.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé	Articles de l'accord-cadre par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3
3.7.2 & 13.1.2	7.2.2
14.1.2 & 14.1.3	7.4
14.1.1	7.5
42	14
46	22

Fait à.....le.....

Mention(s) manuscrite(s)

"lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des)

entrepreneur(s) ou du mandataire

dûment habilité par un pouvoir

(**ci-joint**) des cotraitants

ARTICLE 22 – APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE

La présente offre est acceptée.

A.....le.....

Le pouvoir adjudicateur